

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA TÉLÉVISION JAPONAISE NHK, SUR LES RELATIONS FRANCO-JAPONAISES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, PARIS, MERCREDI 10 JUILLET 1985.

10 JULY 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, trois ans se sont écoulés depuis la visite historique que vous avez effectuée au Japon. Mes compatriotes se souvenant encore de cette visite surtout gardent un souvenir inoubliable du dialogue qu'ils pouvaient échanger avec vous par l'intermédiaire de la chaîne nationale que je représente aujourd'hui. L'audience que vous avez bien voulu m'accorder aujourd'hui c'est la continuation, le prolongement de ce dialogue, si vous le permettez à la veille de la visite du Premier ministre japonais `M. Nakasoné` en France. Comment évaluez-vous monsieur le Président les rapports entre nos deux pays en général ?

- LE PRESIDENT.- Nos relations se sont renforcées. Il est vrai que nous partions d'assez bas. Ce sont deux pays très éloignés l'un de l'autre et les circuits traditionnels, commerciaux ou culturels, malgré l'attrait qu'exercent ces deux pays l'un sur l'autre étaient finalement réduits. De la possibilité que j'ai eue de me rendre au Japon je garde un très bon, un très fort souvenir. C'était la première visite d'Etat d'un Président de la République. Les circonstances du moment, le très vif désir que j'avais, que j'ai, de voir le Japon entrer dans l'horizon habituel et amical de la France. Tout cela m'a conduit à inciter nos ministres, nos hauts fonctionnaires, nos industriels, nos artistes à multiplier les échanges. Cela n'est pas allé aussi vite et aussi fort que je l'aurais voulu, mais enfin il y a un progrès. Du côté japonais j'ai pu depuis trois ans rencontrer beaucoup de responsables de tous ordres, de telle sorte que je résumerai en disant on a fait beaucoup, on doit faire mieux.\

QUESTION.- Ce serait donc j'imagine les sujets que vous aimeriez aborder avec le Premier ministre Nakasoné lors de sa visite ?

- LE PRESIDENT.- Oui, sûrement. J'ai facilité autant que mon pouvoir me le permet la présence d'investissements et de capitaux japonais en France, je veux que mon pays soit tout à fait ouvert. Je souhaiterais que le marché japonais, fût davantage ouvert aux productions françaises - il y en a d'intéressantes -. Sur le -plan des échanges culturels, je crois que nous avançons bien, alors avec M. Nakasoné nous avons beaucoup de choses à nous dire et cela ne s'arrêtera pas là car il n'y a pas que les problèmes bilatéraux, il y a la situation du monde et le Japon et la France ont beaucoup à dire à ce sujet.

- QUESTION.- Justement, vous venez de parler du bilan très positif dans nos -rapports mais ce n'est un secret pour personne qu'il y a aussi ce que l'on appelle les contentieux commerciaux et entre le temps où vous avez fait votre visite et aujourd'hui il y a eu l'affaire de Poitiers `dédouanement des magnétoscopes` ou des frictions commerciales. Que pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Oui, vous citez l'exemple de Poitiers dans une circonstance qui reste exceptionnelle et qui le restera. Mais, en revanche les industriels français se plaignent un peu de l'extrême difficulté qu'ils ont de pénétrer le marché japonais, pas simplement à cause de leur prix, ou de la qualité de leurs marchandises, mais aussi parce que les moeurs, les traditions, les usages font que même si cela est très courtois il y a une sorte de résistance de fait. En réalité le déséquilibre entre la France et le Japon est considérable au détriment de la France. Il faut donc que des dispositions soient prises des deux côtés.

- QUESTION.- Donc, vous échangerez des idées aussi sur ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Oui, naturellement.\

QUESTION.- Vous avez eu récemment la visite du Roi d'Espagne. A partir de l'année 1986 il y aurait deux nouveaux participants à la Communauté européenne `CEE`. Vous n'avez jamais fait cavalier seul au sein de la Communauté la France n'est pas l'Europe mais l'Europe sans la France n'est plus l'Europe. C'est pour cela, je crois, que M. Nakasoné insistera pour que vous puissiez venir au sommet des pays industrialisés qui se tiendrait à Tokyo l'année prochaine. Est-ce que vous pouvez dire aux téléspectateurs japonais que vous serez au rendez-vous de Tokyo ?

- LE PRESIDENT.- Il y a plusieurs questions en une seule dans ce que vous venez de me dire. La première c'est l'Europe. Moi je suis très favorable à la construction de l'Europe. Nos pays d'Europe comme vous le connaissez d'après la carte et d'après l'histoire sont très proches les uns des autres. C'est cette proximité et la puissance de leurs intérêts qui les a fait si souvent se combattre. Mais ce temps est maintenant passé. Après les deux grandes guerres mondiales chacun a compris que son intérêt, l'intérêt de l'humanité, c'était la conciliation et la concorde et même plus, un accord organique pour développer en commun cette part de notre continent. C'est ce que nous faisons dans la Communauté qui vous savez, vient d'accepter l'adhésion de deux autres pays, l'Espagne et le Portugal. Je souhaite personnellement que cette Europe qui représentera 360000000 habitants, qui est virtuellement la première puissance commerciale du monde se dote des moyens politiques de son action. Cela c'est une première question. Vous avez raison de le dire l'Europe sans la France. Cela n'aurait pas beaucoup de sens mais la France avec l'Europe c'est une projection sur l'avenir fort importante.\

Le problème des sommets : vous ne posez pas le problème de la façon dont il est en réalité posé. Le problème n'est pas de savoir si j'y vais ou si je n'y vais pas, le problème est de savoir si les sommets auront une autre signification que celle qu'ils ont depuis quelques années ou pas. C'est cela le problème. Les sommets étaient à l'origine la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de quelques pays, quatre, maintenant nous sommes sept, plus le Président de la Commission européenne. C'était des échanges de vues très fructueux avec des gens qui apprenaient à se connaître. La relation personnelle directe est très importante. Ainsi celle que j'ai actuellement avec M. Nakasoné, - j'entretiens avec lui d'excellentes relations - facilite nos échanges. Il sera vraiment le bienvenu lorsqu'il viendra à Paris. Maintenant les Sommets sont devenus une cérémonie, un protocole, avec des centaines de fonctionnaires, avec 1000 journalistes, avec des ordres du jour. A l'avance on annonce que ces sept pays amis vont combattre, on est comme sur un ring de boxe. Lequel va gagner ? Cela n'est pas acceptable. On ne peut plus parler sérieusement. On ne peut pas se trouver au cours d'un sommet, élevant une question posée, qui ressemble presque à une injonction à laquelle il faut répondre par oui ou par non, tout de suite ou bien alors on est plus ou moins bons amis. C'est une mauvaise méthode et si cette méthode ne change pas, je ne vois pas l'intérêt pour la France de participer à ces choses. Mais je dois dire que beaucoup l'ont compris et qu'après tout, au Sommet de Bonn malgré les efforts, de l'Allemagne qui a rempli un rôle très utile, on s'est trouvé devant des problèmes du oui, ou du non, un peu trop précis qui ne laissaient pas le temps vraiment d'assimiler et de chercher les arrangements nécessaires. L'année précédente à Londres les choses s'étaient très bien déroulées, donc il y a un progrès.

- Il appartient au gouvernement japonais de préparer la conférence de telle sorte qu'elle permette de redonner le sens qu'ils doivent avoir aux sommets en question. Moi, mon plus vif désir c'est d'y aller. La France doit être présente et moi-même je retrouve avec beaucoup d'intérêt et beaucoup de plaisir les dirigeants, les grands dirigeants qui sont à l'heure actuelle les représentants de leurs pays. Il faut que soient améliorées la préparation et la réalisation de ces sommets afin que l'on se trouve davantage dans une relation directe, franche, amicale et non pas dans un conseil d'administration d'une grande entreprise. Ce n'est pas un directoire, ce n'est pas un directoire mondial, c'est une association de pays amis et alliés.\

QUESTION.- Pour terminer monsieur le Président puisque l'on parle du Sommet, permettez-moi de poser une question concernant le prochain Sommet qui aura lieu entre M. Reagan et M. Gorbatchev et avant vous aurez l'occasion de parler avec M. Gorbatchev et ce n'est un secret pour personne que la France a une sorte de méfiance depuis le Général de Gaulle, ce que l'on appelle le système Yalta, le partage en deux de facto par les deux super puissances et à ce propos j'aimerais savoir quel sujet vous aimeriez aborder avec M. Gorbatchev lors de votre prochaine rencontre ?

- LE PRESIDENT.- J'avais invité M. Tchernenko qui a disparu depuis lors et j'ai renouvelé à M. Gorbatchev, lorsque je l'ai rencontré, l'invitation. Cela fait maintenant quelques temps que le responsable numéro un de la politique soviétique ne s'est pas rendu en France. Il faut le faire. Je suis allé moi-même faire une visite d'Etat il y a peu de temps à Moscou. Nous avons beaucoup de choses à nous dire avec les Soviétiques dans nos relations directes, et dans les relations générales.

Vous savez que nous sommes membres de l'Alliance atlantique et alliés loyaux au sein de l'Alliance

- vous savez que nous sommes membres de l'Alliance atlantique et allies loyaux au sein de l'Alliance atlantique & nous avons l'autonomie de notre stratégie de dissuasion mais nous sommes quand même membre de l'Alliance. Nous avons jusqu'ici très bien réalisé la synthèse entre ces deux obligations et ces deux choix. Nous sommes sur le même continent que l'Union soviétique, nous avons eu avec elle des relations qui ont maintenant plusieurs siècles. D'une façon générale ces relations ont été bonnes. Naturellement la coupure de l'Europe en deux, le système politique, économique, de pensées, de philosophie ont conduit l'Europe à connaître un déchirement extrêmement profond depuis la dernière guerre mondiale. Même déjà auparavant tel était le cas, cela n'empêche pas que j'ai toujours désiré maintenir, dans la clarté de mes choix et de mes positions, et de celles de la France une relation constructive avec l'Union soviétique qui est un grand pays et un grand peuple auquel les Français doivent pour une large part leur propre liberté.\

Les problèmes qui seront traités seront d'ordre économique, politique, culturel. C'est la pain quotidien des responsables. Nous parlerons certainement, aussi, des conditions de la paix, des problèmes de l'armement, - l'armement sur terre, l'armement dans les airs, l'armement dans l'espace -. Nous sommes nous-mêmes une puissance nucléaire, loin derrière la Russie soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, mais une puissance qui compte, et est capable d'assurer sa propre défense. Bref, nous avons beaucoup de choses à nous dire et nous avons l'un et l'autre, l'Union soviétique et la France, des intérêts planétaires, c'est-à-dire que notre horizon à nous Français ne s'arrête pas à nos frontières même si nous savons fort bien que du temps a passé depuis que nous étions une puissance coloniale. C'est une bonne chose que nous ne le soyons plus. J'ai toujours été partisan de la décolonisation mais à travers le temps la France conserve une influence morale, culturelle et souvent politique que je tiens à préserver. Tout cela est un bon sujet de conversation avec l'Union soviétique qui est un grand partenaire.\

Je voudrais vous dire avant que nous nous séparions que je profite de votre très aimable invitation à cette conversation pour saluer le peuple japonais. J'ai reçu de lui un accueil qui m'a beaucoup touché il y a trois ans, c'était mon troisième voyage. J'ai mieux appris à le connaître dans la réalité de son histoire, dans sa grandeur, dans sa formidable capacité. C'est un peuple très estimable, historiquement très intéressant. Je tiens à lui dire l'amitié de la France. Si nous avons ici où là des difficultés, généralement économiques ou commerciales, cela ne va pas plus loin. Il est tout à fait possible de les surmonter, question de bonne volonté. Je voudrais enfin vous dire l'accueil qui avait été réservé par sa Majesté `Hiro Hito`, l'accueil du chef de gouvernement de l'époque M. Suzuki, les relations qui sont établies depuis cette époque entre M. Nakasoné et moi que je serai très heureux d'accueillir à mes côtés lors de notre grande manifestation militaire, notre fête nationale du 14 juillet. Tout cela compose un paysage qui je l'espère est plein de perspectives constructives.\